



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 9 février 2021**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**2021 - 02      RAPPORT DE SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ FEMMES - HOMMES**  
**INFORMATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 2 février 2021, s'est réuni le mardi 9 février 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Roger MISSENTI  
Madame Jocelyne BUSTAMENTE  
Madame Stéphanie MANDREA  
Madame Magali CONESA  
Madame Mékia Noura ADDAD  
Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Roger MISSENTI à Monsieur Pascal PELLEGRINO  
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN  
Madame Stéphanie MANDREA à Madame Mélanie ZARRILLO  
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe Emmanuel de FONTMICHEL  
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE  
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Myriam LAZREUG

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 8 décembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2021 - 08            VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT  
ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN  
DECLASSEMENT PREALABLE – MODIFICATION**

**2021 - 11            ACQUISITION DES LOCAUX OCCUPES PAR LE SERVICE PROXIMITE  
DU PLAN DE GRASSE**

DU 9 FÉVRIER 2021

**RAPPORT DE SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ FEMMES - HOMMES  
INFORMATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, votée le 4 août 2014, engage les collectivités publiques de plus de 20 000 habitantes et habitants à rédiger un rapport en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, préalablement aux débats sur le projet de budget. Elles sont concernées, en tant qu'employeuses et en tant que maîtresses d'œuvre de politiques publiques. Ce rapport, articulé autour des indicateurs de suivi de l'égalité et des actions à mener en 2021, permet de dresser un état des lieux et d'apporter des éléments d'analyse pour promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de la collectivité.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2311-1-2 et D2311-16 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et notamment les articles 61 et 77 ;

Vu le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales ;

Vu l'avis favorable donné par le Comité Technique de la ville de Grasse le 29 janvier 2021,

Considérant que le rapport annuel sur l'égalité femmes-hommes doit être présenté préalablement au débat d'orientation budgétaire ;

Considérant que les collectivités territoriales, échelons de proximité, constituent un niveau pertinent contre les stéréotypes sexués. Par leur statut d'employeur, elles sont un véritable moteur de l'action publique pour l'égalité ;

Considérant que le rapport portant sur l'égalité professionnelle des femmes et des hommes à la ville de Grasse reprend des éléments issus de l'année 2019 ;

Le rapport porte essentiellement sur les postes permanents rémunérés (titulaires et contractuels) au 31 décembre 2019. Les femmes représentent 60 % de l'effectif total de la collectivité.

Les filières « sociale » et « médico-sociale » sont exclusivement composées de femmes. Concernant la filière administrative, le taux de féminisation est de 80 %.

A l'inverse, la filière sécurité est très largement à dominante masculine avec 7 % d'emplois occupés par des femmes.

Pour ce qui est des postes d'encadrement, qu'il soit supérieur ou intermédiaire, la ville de Grasse possède un taux de féminisation de 40 %.

En terme de carrière, les femmes sont légèrement plus nombreuses à avoir bénéficié d'une promotion : 53 % (avancement de grade et promotion interne confondus).

En termes de rémunération, si le statut garantit un niveau de rémunération identique entre agents du même grade et occupant un emploi de même niveau, il n'en demeure pas moins que les rémunérations mensuelles brutes sont différentes entre les femmes et les hommes. Cet écart s'explique notamment par le fait que les filières à dominante masculine ouvrent droit à des heures supplémentaires et/ou des astreintes. De même, le travail à temps partiel, beaucoup plus fréquent chez les femmes, explique également cet écart de rémunération.

Ce rapport, basé sur un diagnostic chiffré, fait état de la place des femmes au sein de la ville de Grasse et permet de définir un plan d'actions visant à assurer l'égalité professionnelle.

Afin de remédier à ces disparités, il est proposé de mettre en œuvre un plan d'actions visant à réduire les inégalités femmes-hommes, réparties selon quatre axes principaux :

- Le recrutement ;
- L'articulation des temps de vie professionnels et personnels ;
- La rémunération / la promotion ;
- Qualité de vie au travail : agir contre les discriminations et violences.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 26 janvier 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DONNER ACTE** que le rapport de situation en matière d'égalité femmes - hommes à la ville de Grasse portant sur les éléments issus de l'année 2019 a bien été présenté préalablement au débat d'orientation budgétaire.
- **CONFIRMER** que ce rapport, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération, propose un état des lieux de l'égalité femmes - hommes au sein de la ville de Grasse et un plan d'actions pour réduire les inégalités ;
- **PRENDRE** acte que ce rapport sera transmis à la Sous-préfecture.

10 FEV. 2021  
Délibération affichée le ...  
suivent les signatures  
POUR EXTRAIT CONFORME  
Le Maire,

*Emeline*

